

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles,  
78000 Versailles

Versailles, le 20/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SOBELOC**

ZA Ouest Les Fontaines Chaudes  
78660 ABLIS

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2022 dans l'établissement SOBELOC implanté ZA Ouest Les Fontaines Chaudes 78660 ABLIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans la nuit du 10 mai 2022 l'astreinte de la DRIEAT a été contactée par le SDIS 78 à la suite d'un départ de feu sur le site de la société SOBELOC-AUTIN située sur le territoire de la commune d'ABLIS. L'astreinte a transmis l'information, par courriel du 10 mai 2022 à 23h22, à l'unité départementale du 78 en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Le sinistre impliquait des véhicules hors d'usage (VHU) après broyage et compactage.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOBELOC
- ZA Ouest Les Fontaines Chaudes 78660 ABLIS
- Code AIOT dans GUN : 0006511836
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SOBELOC-AUTIN emploie actuellement un effectif de 15 personnes. Les installations du site d'Ablis accueillent différentes activités à savoir :

- la réception de déchets de métaux ferreux et non ferreux, tri et regroupement ;
- la réception de déchets issus d'activités économiques (DAE) et tri, regroupement par famille : bois, papiers, cartons, gravats, déchets ultimes (résidus non triables) ;
- l'exploitation d'une presse-cisaille de métaux ferreux ;

- la dépollution de VHU.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect du confinement des eaux d'extinction incendie;
- Vérification périodique et maintenance des équipements.

**Eléments recueillis lors de la visite d'inspection**

Le président de SOBELOC a quitté les lieux de l'exploitation le mardi 10 mai à 18h45 et s'est assuré personnellement de la fermeture du site. Aux alentours de 19h05 ce même soir, il reçoit un appel de son voisin pour le prévenir qu'un incendie s'est déclaré sur son site. A son retour sur le site vers 19h45 l'exploitant s'aperçoit que les pompiers sont en cours d'intervention et déclare qu'ils ont maîtrisé l'incendie vers 21h30.

Au départ de l'incendie, une équipe Enedis présente sur place a fait disjoncter les pompes de relevage des eaux , afin de permettre la mise en marche de l'obturateur. Les eaux d'extinction incendie ont été très rapidement confinées dans les cuves enterrées destinées à cet usage. Aucune précision n'a pu être fournie quant à l'heure de coupure des pompes de relevage.

Le président déclare que les pompiers ont quitté les lieux vers 3 h du matin le mercredi 11 mai 2022, le feu était entièrement maîtrisé.

Les activités du site ont repris le mercredi 11 mai sans causer de mise au chômage technique des salariés. Dans la matinée du mercredi 11 mai, le président du site a visualisé les images enregistrées par les 8 caméras de surveillance présentes sur le site, afin d'identifier les causes du départ du feu. Il explique que le feu a démarré dans un amas de platin (déchets métalliques en mélange et ne pouvant pas être envoyés en fonderie) déposé la veille à proximité des VHU. Une émanation de fumée en provenance de ce platin a été identifiée moins de 5 minutes avant le début de l'incendie.

**Principales questions posées par l'équipe d'inspection à l'exploitant**

**1 – Y avait-il des signes avant-coureurs ?**

Le président déclare qu'aucun signe n'a été identifié. A son départ, à 18h45 du site, aucune émanation de fumée n'a été constatée.

**2 – Qui a prévenu le SDIS ?**

Le président déclare que c'est son voisin qui a prévenu le SDIS. L'équipe d'inspection a recueilli le témoignage du voisin en question. Ce dernier a déclaré avoir été alerté avec le SDIS par un passant en voiture. Le voisin a uniquement contacté le président pour l'alerter.

**3 – Les activités étaient-elles stoppées à cette heure-là ?**

L'exploitant déclare que les activités étaient stoppées depuis 17h comme imposé dans l'arrêté préfectoral N°33787 du 11 juin 2015.

**4 – Qui était présent sur place lors de l'évènement ?**

Personne n'était sur place quand l'incendie s'est déclaré, l'exploitant déclare que le site était entièrement fermé et non accessible. L'incendie a été géré par les pompiers, la gendarmerie nationale, Enedis et le président du site.

**5 – Y avait-il un moyen de détection incendie à l'extérieur du site et à proximité des zones de stockage des déchets ?**

Non aucun système n'est présent à l'extérieur. Uniquement un système de vidéo surveillance composé de 8 caméras.

**6 – La situation de travail lors de la journée était-elle normale ou perturbée ?**

Le président déclare que la situation était normale. Il déclare également qu'un camion, contenant le platin à l'origine de l'incendie, a été reçu vers 16h dans la journée du 10 mai et n'a pas pu être trié immédiatement. Cet amas de métaux a donc été déposé à proximité des VHU pour un tri prévu le lendemain matin.

7 – Avez-vous déjà eu des accidents de ce type par le passé ?

Un seul incendie s'est déclaré par le passé, mais il impliquait des algécos. L'incendie s'était déclaré à cause d'un défaut d'installation électrique.

8 – Avez-vous des rondes de surveillance de nuit ?

Aucune ronde n'est réalisée. Le site est verrouillé et non accessible. Une surveillance vidéo est en place.

9 – Qu'avez-vous prévu de faire des déchets générés par l'incendie ?

Le président déclare que les déchets de VHU vont suivre le parcours prévu initialement, c'est-à-dire qu'ils vont passer par une phase de platinage, broyage puis seront envoyés en fonderie.

Les eaux d'extinction d'incendie vont être pompées et traitées par une société spécialisée.

10 – Pour quelle raison avez-vous des bouteilles d'oxygène et de butane à l'extérieur du site et proche du broyeur à métaux ?

Le président déclare que ces bouteilles sont utilisées pour faire de la découpe au chalumeau. Cette découpe est réalisée lorsque les pièces de métaux sont trop volumineuses pour rentrer dans le broyeur.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle              | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|---------------------------------------|---|--|---|
| Conditions d'entreposages des déchets | Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 8.1.4 | /  | Lettre de suite préfectorale – 3 mois à compter de la date de la lettre de suite.                                 |
| Prévention des risques technologiques | Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 7.1.1 | /  | Lettre de suite préfectorale – 1 mois à compter de la date de la lettre de suite.                                 |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle                               | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|---|--|-------------------|
| Dispositifs De Confinement                             | Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 7.3.2 | /  | Sans objet        |
| Verification Periodique Et Maintenance Des Equipements | Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 7.4.3 | /  | Sans objet        |
| Dispositif de prévention des accidents                 | Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 7.2.1 | /  | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les investigations entreprises par l'équipe d'inspection le 12 mai 2022, surlendemain de l'évènement, ont permis de s'assurer qu'aucune pollution majeure du milieu naturel n'a eu lieu. En effet, les pompes de relevage ont été coupées permettant un confinement des eaux d'extinction empêchant ainsi leur déversement dans le milieu naturel ou dans le réseau d'eau de la ville. L'équipe d'inspection n'a pas identifié de zone, dans la dalle béton, pouvant mettre en cause son caractère imperméable. L'équipe d'inspection constate également que les pompes de relevage n'ont pas été relancées. L'exploitant a commandé une prestation de pompages de ses eaux d'extinction pour le lundi 16 mai 2022.

Les dégâts causés par l'incendie ont été limités aux VHU présents sur le site ainsi qu'à un amas de platin. Les autres types de déchets stockés ainsi que les champs à proximité ont été épargnés. Ceci

est dû, au-delà de l'action des pompiers, à la présence de murs coupe-feu répartis sur l'ensemble du site, à la fois pour délimiter son périmètre et séparer les zones de stockages de déchets entre elles.

L'équipe d'inspection constate la présence d'environ 15 bouteilles de butane et d'oxygène disposées à l'extérieur dans la cour, proche du broyeur, et à proximité de la zone de l'incendie. Une partie de ces bouteilles ne sont pas cadenassées. Il est également constaté que des cartons sont stockés, bien que séparés d'autres déchets, à même le sol et non dans une benne de 30 m<sup>3</sup> comme imposé par l'article 8.1.4 relatif aux conditions d'entreposage des déchets. L'exploitant n'est donc pas conforme au regard de cet article de l'arrêté.

Il est également noté par l'équipe d'inspection que l'exploitant a oublié de prévenir l'inspection des installations classées de la survenue de l'accident. Il est donc rappelé à l'exploitant qu'il est tenu, en cas d'accident, d'informer dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement conformément à l'article 2.5.1 de son arrêté préfectoral du 11 juin 2015.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : DISPOSITIFS DE CONFINEMENT

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 7.3.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection du milieu naturel  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ces mesures doivent être opérationnelles y compris en dehors des heures d'ouverture de l'établissement. Des cuves enterrées d'une capacité totale de 350 m <sup>3</sup> assure le confinement des eaux d'extinction incendie. En cas d'incendie, tous les moyens doivent être mis en œuvre pour que la pompe de relevage vers le fossé soit arrêtée et l'obturateur mis en œuvre. Une procédure organisationnelle incluant la coupure de la pompe et la mise en œuvre de l'obturateur de confinement est mis en place et diffusée aux personnels concernés. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. |
| <b>Constats :</b><br>Les eaux d'extinction ont bien été confinées et aucun rejet dans le milieu naturel n'a été observé. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection qu'un court-circuit manuel a été opéré permettant l'arrêt de la pompe de relevage et la mise en œuvre de l'obturateur.<br>Il est précisé également que l'action des pompiers a débuté à 19h04 et s'est arrêté aux alentours de 21h30. La cuve enterrée d'une capacité totale de 350 m <sup>3</sup> n'a pas été saturée par les eaux d'extinction.<br><br>Une prise de rendez-vous réactive avec la société SVR en charge de collecter et de traiter les eaux d'extinction polluées a été réalisée le sur-lendemain de l'incendie (le 12 mai 2022) pour une intervention programmée le lundi 16 mai 2022. Les BSD seront communiqués par l'exploitant à l'inspection des installations classées dès la collecte des eaux.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : VERIFICATION PERIODIQUE ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 7.4.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.  |
| <b>Constats :</b><br>L'objectif du contrôle pour l'équipe d'inspection était de s'assurer que les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie avaient été contrôlé récemment et qu'ils avaient été déclarés conformes. Cette vérification avait pour but de s'assurer qu'en cas de nouveau départ d'incendie sur le site de SOBELOC identifié par l'exploitant, ce dernier possède bien les matériels opérationnels pour intervenir immédiatement.<br><br>L'exploitant a communiqué par courriel à la date du 13 mai 2022 le document attestant de la vérification annuelle et de maintenance du parc extincteurs « bâtiments » en date du 19 avril 2022. Aucune remarque de non-conformité de ces matériels n'a été notifiée.<br>À cette même date, un contrôle des installations électriques, réalisé par le cabinet d'expertise et de contrôle LANTRAIN VERIF, atteste de l'absence d'anomalie sur l'installation électrique du site. L'installation électrique est considérée comme ne pouvant pas entraîner de risque immédiat d'incendie et/ou d'explosion. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Conditions d'entreposages des déchets**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 8.1.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage de déchets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les conditions d'entreposage respectent celles définies dans l'étude de dangers :<br>- une aire pour les déchets combustibles : 2 bennes de bois, 1 benne de papier/carton, 4 bennes de déchets non dangereux des activités économiques. Les bennes ont une capacité maximale de 30 m3 et une hauteur maximale de 2 m.                       |
| <b>Constats :</b><br>L'équipe d'inspection constate que des déchets cartons sont stockés à même le sol et non dans une benne de 30 m3 comme imposé par l'article 8.1.4 relatif aux conditions d'entreposage des déchets.<br><br>L'exploitant doit stocker ses déchets cartons dans une benne de 30 m3 comme imposé par l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2015. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites dans un délai d'un mois   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |

**Nom du point de contrôle :** Dispositif de prévention des accidents

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 7.2.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagements coupe-feu  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Des parois coupe-feu de caractéristique REI 120 de 3 m de haut sont aménagés en limite de propriété entre les stockages de déchets combustibles en benne et l'extérieur du site au Nord.<br><br>Les locaux abritant des installations présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales en fonction de chaque activité. Les locaux à risques particuliers sont isolés des autres locaux et dégagements par des murs et planchers au moins coupe-feu de degré 1 heure. Les portes d'intercommunication doivent être coupe-feu de degré *4 heure et munies d'un ferme-porte Les locaux de vie sont isolés du reste du bâtiment au moyen d'un mur au moins coupe-feu de degré 1 heure avec un bloc porte pare-flamme de degré % heure et muni d'un ferme-porte   |
| <b>Constats :</b><br>A l'article 7.2.1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter N°33787 du 11 juin 2015 il est imposé à l'exploitant de disposer de parois coupe-feu (REI 120 de 3 m de haut) au niveau des limites du site entre les stockages de déchets combustibles en bennes et l'extérieur du site au Nord.<br><br>L'équipe d'inspection remarque cependant qu'aucune séparation n'est mise en place entre les différentes zones de stockage des déchets. Cette absence de séparation a permis la propagation du feu d'incendie en direction du broyeur de métaux sans pour autant l'atteindre.<br><br>L'équipe d'inspection constate, au regard de l'évènement survenu le 10 mai 2022, que les prescriptions de l'article 7.2.1 sont incomplètes. L'équipe d'inspection propose la rédaction d'un arrêté préfectoral complémentaire modifiant l'article 7.2.1 pour y intégrer une obligation de séparation, par des murs coupe-feu, des différentes zones de stockage. Il est également proposé d'intégrer une obligation de séparer le platin des autres zones de déchets dans le cas où il ne pourrait pas être traité dans la journée. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : Prévention des risques technologiques**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/06/2015, article 7.1.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. En particulier l'exploitant recense les zones à risques d'atmosphères explosibles (ATEX) sont recensées.<br><br>L'exploitant appose dans l'installation un plan schématique conforme à la norme NF S60-302 comportant l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides et de commande des équipements de sécurité.  |
| <b>Constats :</b><br>La présence d'environ 15 bouteilles de butane et d'oxygène disposées à proximité du broyeur est constatée par l'équipe d'inspection. La moitié de ces bouteilles ne sont pas cadenassées et sont disposées à même le sol à proximité de la zone où le feu le s'est déclaré.<br><br>Le plan des zones à risques présenté par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance déposé le 31 janvier 2022 et ayant fait l'objet d'un APC en date du 26 avril 2022 ne fait pas mention de la présence de gaz sous pression sur le site.<br>L'obligation relative au recensement de stockages dangereux susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement n'est donc pas respectée.<br><br>Les actions suivantes sont demandées à l'exploitant :<br><br>- identifier la (ou les) zones de stockage de ces bouteilles sous pression ;<br>- mettre à jour son plan des zones à risques faisant mention de manière explicite (pictogramme CLP) la zone où seront stockées les bouteilles de butane et d'oxygène ;<br>- fournir, à l'inspection des installations classées, les éléments attestant de cette mise en conformité. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites dans un délai de 3 mois.  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |